



HAL
open science

Le patrimoine architectural et urbain au Liban : prise de conscience, idéologies de protection et éléments de prospective

Michael F. Davie

► To cite this version:

Michael F. Davie. Le patrimoine architectural et urbain au Liban : prise de conscience, idéologies de protection et éléments de prospective. Patrimoine construit et méthodes de sauvegarde, Notre-Dame University, Nov 2004, Barsa, Liban. hal-01078936

HAL Id: hal-01078936

<https://hal.science/hal-01078936>

Submitted on 15 Nov 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Notre-Dame University (Liban)
« Patrimoine construit et méthodes de sauvegarde »
Barsa, 4-5 novembre 2004

Le patrimoine architectural et urbain au Liban : prise de conscience, idéologies de protection et éléments de prospective

Michael F. Davie¹

La question du patrimoine est indéniablement partout à la mode. Elle est maintenant placée au cœur des débats identitaires nationaux, ethniques ou civilisationnels, elle participe aux prises de position politiques par le biais de la recherche d'identités locales ou nationales, elle s'impose dans des choix économiques et justifie des campagnes de promotion touristique. En deux mots, le patrimoine est devenu incontournable ; il participe même à la construction du post-modernisme.

À une échelle plus petite, celle du Liban, l'engouement pour le patrimoine est similaire, quoique les enjeux se déclinent autrement, prenant en compte les spécificités des contextes sociaux, politiques et historiques locaux. Car le patrimoine est avant tout une construction, une invention, façonnée par des individus ou des groupes qui le trouvent « utile » dans la mise en place de stratégies de pouvoir, de gain, de positionnements sociaux ou identitaires — et donc de confrontation. Partant, on ne peut que confirmer alors que le patrimoine est indissociable de certains acteurs centraux, chacun ayant un parcours personnel, culturel ou politique particulier ; il en sera de même pour les associations ou les ONG qui font du patrimoine leur finalité affirmée.

Comme ces enjeux varient dans le temps, le patrimoine et son instrumentalisation seront nécessairement ancrés dans l'Histoire : ce qui a sens aujourd'hui au Liban ne l'était pas nécessairement avant 1975 ou même en 1950. L'analyse de la question du patrimoine dans ce pays nécessite alors des approches à plusieurs échelles, tant spatiales que temporelles, articulant aussi bien les moments de l'histoire du Proche-Orient avec ceux du Liban en général ou de certains quartiers en particulier ; des événements à résonance mondiale (la Guerre froide, par exemple) avec des expressions locales (la guerre civile de 1958)... Le patrimoine prend alors des allures d'un concept à géométrie variable et à facettes multiples, instrumentalisé par des acteurs complexes à des moments différents, pour des objectifs variés.

Partant de ces départs, le travail ci-après propose une lecture des raisons qui semblent avoir été à l'origine de la prise de conscience patrimoniale au Liban. Nous passerons en revue les tournants historiques qui ont, à nos yeux, déterminé les orientations saillantes des processus de patrimonialisation dans ce pays, en proposant une identification des acteurs marquants. Enfin, nous suggérerons une lecture des orientations futures vers lesquelles la patrimonialisation semble se

¹ Professeur des universités, Université François-Rabelais de Tours et UMR 8064 « Espace, Nature et culture », Université Paris-IV Sorbonne (Paris).

diriger, en tenant compte des contextes idéologiques actuels, les effets de mode et les enjeux qui semblent se dégager à partir d'une lecture des actions du présent.

Temps, espace, économie et idéologie

Les différentes actions de patrimonialisation au Liban sont le fruit de la convergence d'enjeux d'acteurs dans un contexte social et politique très complexe, mais cependant précis. Comme toute patrimonialisation est le produit d'un processus dont sa préhistoire se situe dans la société elle-même, tout porte à croire que l'engouement pour le patrimoine ne serait qu'une instrumentalisation particulière par la bourgeoisie urbaine libanaise — et plus particulièrement la beyrouthine — en réaction à un contexte donné. Nous pensons que ce serait son désarroi face aux bouleversements profonds qui avaient remis en question tant son cadre de vie que sa place dans la société libanaise à partir de la moitié du XXe siècle qui ont déclenché cette prise de conscience. Rallier les associations de protection patrimoniale apparaît alors bien comme une forme de discours identitaire construit autour d'un retranchement derrière des valeurs anciennes permettant de revaloriser ou d'exorciser le passé, afin de retrouver des repères stables et sûrs.

Cette opération s'explique alors par le fait que l'ancienne bourgeoisie de la ville a subi une série de coups de butoir qui l'avaient fait lâcher le contrôle tant au plan politique que proprement urbain de « sa » ville ; en réaction, elle s'est forgé une identité qu'elle a pu imposer comme modèle performatif sur le reste de la population, encore plus déboussolée. La pleine expression de la consolidation de cette identité patrimonialisante remonterait aux années 1960, même si des prémices sont identifiables dès la fin des années 1930.

Le premier épisode de désenchantement de la bourgeoisie urbaine face aux bouleversements induits par le Mandat français s'est manifesté par le rejet de l'idée d'une tutelle française — que, paradoxalement, sa francophonie facilitait. Le Liban et la Syrie, nouvelles entités territoriales nouvellement découpées par les Français, n'offraient en effet pas la profondeur territoriale permettant d'atteindre la masse critique de la rentabilité et surtout pour s'imposer comme l'interlocuteur unique avec l'Occident. Avec la perte de ses réseaux en Palestine et en Transjordanie, suite à l'irruption d'acteurs britanniques et sionistes, les logiques économiques du Mandat paraissaient être plus une contrainte qu'une possibilité de développement, d'autant plus que la situation économique de la métropole au sortir de la Première Guerre mondiale était désastreuse. À comparer avec sa situation économique et à sa position politique prééminentes du temps des Ottomans, la bourgeoisie locale ne parvenait plus à façonner son univers propre, à mener le monde selon ses propres intérêts locaux, à maintenir sa prééminence sociale et politique.

À l'Indépendance, l'espoir revint. Ayant rallié dès la moitié du XIXe siècle les logiques économiques et politiques occidentales, la bourgeoisie beyrouthine traditionnelle pensait pouvoir occuper une place de monopole stratégique dans la mise en relation du Liban à la fois avec l'Occident et l'Orient, ce qui lui aurait permis de retrouver sa position dominante d'antan et de se reproduire. Elle eut cependant de plus en plus de mal à composer avec les nouveaux acteurs locaux maintenant au pouvoir au Liban : une élite confessionnelle issue pour la plupart du Mont Liban, trop occupée à gérer ses contradictions internes pour poser le cadre d'un consensus national favorable à un développement économique durable. Les conséquences de la crise structurelle se sont vite fait sentir. Dès l'Indépendance, le pays est pris dans un

tourbillon de crises d'ordre constitutionnel : en 1952, la succession dans la douleur du premier président de la République libanaise, Béchara el-Khoury ; la guerre civile de 1958 avec Camille Chamoun, l'intervention US et la mise en place du régime militaire de Fouad Chéhab ; le coup d'État manqué du Parti populaire syrien en décembre 1961 ; les troubles confessionnels dès 1969 en conséquence de la guerre israélo-arabe de 1967.

La fragilité de l'édifice politique libanais, assis sur un rapport de forces confessionnel interdisait en effet la bourgeoisie, la force vive du pays, moteur de l'économie, à occuper une position stratégique pour imposer ses vues et ses cadres de fonctionnement. Les impératifs économiques desquels elle tirait sa légitimité étaient régulièrement mis en veilleuse par le pouvoir politique : projets de développement, aménagement urbain, services publics de base, politique sociale, n'étaient que des projets de second plan pour l'État et invariablement reportés. Ces projets étaient cependant primordiaux pour assurer la paix sociale, la stabilité politique et la confiance. La crise de la Banque Intra, les conflits identitaires récurrents autour des interrogations sur l'arabité et le libanisme, la fracture sociale partout dans le pays finirent par ébranler la bourgeoisie.

Inquiet, ce groupe social voyait « son » monde devenir méconnaissable. Ainsi, les décrets de nationalisation en Syrie, en Irak et en Égypte avaient poussé des vagues entières de propriétaires terriens ou d'industriels vers le Liban, amenant avec eux leurs histoires personnelles d'expropriations et d'évictions. Simultanément, l'apparition des premiers bidonvilles en périphérie de Beyrouth était la manifestation concrète de la crise que traversait le monde rural ; ils avertissaient surtout qu'une crise urbaine profonde se préparait. La consolidation des camps de réfugiés palestiniens de la ceinture de misère de la capitale, l'extension rapide des quartiers illégaux et spontanés, le tout couplé à un désengagement des pouvoirs publics en matière de gestion de l'espace, remettaient en question le développement urbain antérieur, celui qui avait marqué les dernières années du Mandat et les premières années de l'Indépendance. Cela était d'autant plus inquiétant que ces bidonvilles étaient des points d'ancrage d'idéologies d'inspiration marxiste, prônant des mots d'ordre de libération nationale, de pouvoir populaire et d'égalité, autant d'idées à l'exact opposé de la *doxa* urbaine et politique familière de la bourgeoisie traditionnelle. Enfin, la toute petite bourgeoisie, les fonctionnaires, les petits salariés, mal intégrés dans les réseaux urbains et donc économiquement précaires, adhéraient, eux, à des idéologies fortement teintées de logiques confessionnelles, sinon étroitement nationalistes.

À l'intérieur même des limites de la ville, une urbanisation incontrôlée était en train de frapper tous les quartiers, anciens et nouveaux. Le monde urbain d'antan était même physiquement en train de basculer à grande vitesse. Le monde prévisible, contrôlé et sécurisé de cette classe viscéralement attachée à « sa » ville, devenait un espace imprévisible, incompréhensible et flirtant continuellement avec la violence.

Cette situation était d'autant plus inquiétante qu'une nouvelle classe avait émergé et avait réussi durant le Mandat ; elle souhaitait également matérialiser sa réussite. Formée d'une nouvelle classe de fonctionnaires, de commerçants, de représentants des nouveaux métiers libéraux, elle voulait elle aussi se montrer en ville. Cette nouvelle classe, farouche gardienne du libéralisme économique sans contraintes tout en maintenant en place des structures politiques vieillissantes du confessionnalisme mandataire concurrençait la bourgeoisie traditionnelle sur ses propres terres.

Cette nouvelle classe a adopté de nouvelles formes architecturales (la « maison ocre » notamment), qui a eu comme effet l'introduction de la densification des quartiers, signe prémonitoire de ce qui allait se passer plus tard : l'imposition d'immeubles de rapport, et donc l'introduction de la mixité sociale, ethnique et confessionnelle dans les quartiers auparavant plus homogènes. Par la suite, les immeubles en béton armé qui furent construits après la Seconde Guerre mondiale entraînèrent à la fois une augmentation de la densité de la population et une popularisation (ou du moins une généralisation de la présence de la petite bourgeoisie) des quartiers de cette grande bourgeoisie ottomane ou mandataire.

Les années 1960 peuvent être identifiées comme le début des « Trente glorieuses » du monde occidental, mais aussi celles du Liban et plus particulièrement de Beyrouth. En effet, avec la fermeture en 1948 des frontières israéliennes, et donc ses ports, le Liban occupait une situation d'interface incontournable en Méditerranée orientale arabe. Il maintenait ainsi son rôle de tête de pont économique et politique de l'Occident, un marchepied vers l'Orient. Par le Liban, mais surtout par Beyrouth, transitaient aussi bien les marchandises, les capitaux et les idées. Par ces vecteurs, la modernité occidentale de cette époque s'installe durablement, indissociablement lié aux mécanismes du capitalisme libéral, que la Guerre froide aide à ancrer d'autant plus solidement.

Cette période de prospérité coïncide avec les grandes mutations urbaines ; elles étaient en partie l'œuvre de nouveaux acteurs non-beyrouthins, voire non-libanais, ouverts sur d'autres réseaux, ceux du Golfe et de l'Arabie Saoudite en l'occurrence. Ainsi, les Palestiniens ou les investisseurs de la péninsule arabique ont été des acteurs importants de la nouvelle morphologie des villes libanaises, comme le furent les travailleurs émigrés libanais. La vieille bourgeoisie de Beyrouth était déjà en concurrence avec des acteurs libanais issus de l'Indépendance ; elle est maintenant confrontée avec d'autres encore, plus actifs dans le monde du recyclage des capitaux issus du pétrole de la péninsule ou du Golfe. Ces derniers souhaitent réinvestir leurs gains, entre autres, dans le foncier beyrouthin. De plus, l'exode rural, quoique socialement différencié, avait rendu la petite bourgeoisie numériquement majoritaire en ville, imposant ses valeurs, ses goûts et surtout ses comportements et préférences politiques. Enfin, Beyrouth ne représentait plus l'unique métropole de la région : elle était sérieusement concurrencée par les autres capitales nationales, notamment celles du Golfe. Tout un contexte social et politique disparaissait rapidement, et avec lui, le cadre bâti traditionnel.

La décennie des années 1960 se caractérise alors par la disparition rapide des dernières survivances de l'ordre économique et social ancien, celui du Mandat français ou de la période ottomane. Au nom du « développement » et du « progrès », le site de Beyrouth se couvre d'immeubles à fonction résidentielle collective, balayant les demeures familiales posées dans des jardins privatifs ; Hamra s'impose comme l'espace de la gestion du nouveau capitalisme. L'ordre familial patriarcal s'effrite et les jeunes couples se démarquent physiquement de la cellule résidentielle traditionnelle. Enfin, les modes de consommation, les habitudes ludiques, les modes de transport (la voiture individuelle) affectent toutes les couches de la société.

Certes, ce mouvement vers une occidentalisation de tous les pans de la vie ne s'est pas fait sans heurts, car la modernité n'entraîne pas nécessairement un partage équitable de ses retombées. Les laissés pour compte se sont entassés dans les

banlieues, et, par ségrégations successives et emboîtées, formé des poches de misère. Au plan politique, le système de représentation n'a pas suivi le pas rapide de la modernisation, et les acteurs politiques « traditionnels » du monde rural ont maintenu leurs logiques propres dans le nouveau cadre urbain. Mais, parallèlement, dans les banlieues en quête d'identité, des nouvelles idéologies ont fait leur percée, offrant des réponses aux populations déboussolées.

Nous pouvons avancer que l'adoption par le Liban (ou l'imposition au Liban) du capitalisme libéral fait que l'espace matériel — le foncier — se réduit à un simple objet de spéculation, une marchandise au même titre que d'autres. La conséquence de ce choix a été très forte, structurant profondément la ville, d'autant plus que les pouvoirs nationaux et locaux se sont abstenus d'interférer dans les lois du marché foncier, sauf à des rares exceptions liées aux impératifs de la mise en place de nouveaux réseaux de transports routiers.

Le foncier et les constructions des villes et de leurs périphéries, devenus de simples marchandises soumises aux lois de l'offre et de la demande, bouleversent les références mentales des populations. Il n'y a plus de certitude sur la transmission du foncier de génération en génération ; la « maison familiale » n'est plus un référentiel immuable. L'incertitude spatiale, et donc la mobilité et l'éclatement des cellules et des groupes deviennent la norme : l'anomie et l'atopie affectent et la société libanaise et son espace.

Cette perte de repères a été différemment ressentie. Pour la première génération de la population en ville, celle des grandes vagues de l'exode rural « naturel », le passage à la ville a été ressenti comme le lieu de la promotion sociale, d'autant plus que des pans entiers de l'économie « traditionnelle » ont été remplacés par des petits métiers urbains perçus comme valorisants. À cela, il faut ajouter la fonctionnarisation des couches moyennement formées, pour qui l'accession à la propriété urbaine était un signe de réussite sociale. Et surtout que la disparition de la vie rurale devait être confirmée par une urbanisation « moderne » opérant à la fois par une *tabula rasa* sur les espaces verts et par des gains de plus-value sur les terrains ainsi libérés. L'urbanisation, synonyme palpable d'entrée dans la modernité, était aussi associée à la richesse, par le biais de la spéculation.

La conséquence immédiate de cette trilogie a été que tout espace postulée non rentable fut détruit au nom à la fois de l'idéologie moderniste et progressiste qui rejette les formes anciennes de la ville, mais aussi au nom de l'économie. Puisque tout espace se réduit à un objet à valeur marchande, les notions intellectuelles de lien social, de relations intergénérationnelles, d'espaces de convivialité, de dimension esthétique, n'ont alors pas leur place.

Privées de ces cadres de solidarité et d'interaction, les portions de la société libanaise fraîchement installées en ville sont contraintes de repenser leurs liens, leurs réseaux et leurs solidarités. Pour les populations urbanisées de longue date, des interrogations similaires les traversent avec la perte des repères habituels, des morphologies familiales, des voisinages d'antan. En quelques mots, la société se fragilise, remettant en question les allégeances réputées inébranlables, interrogeant les certitudes nationales, érodant les tolérances.

C'est dans ce contexte d'une grande complexité, que des mouvements naissent autour d'un mot d'ordre : la « sauvegarde ». Il s'agissait de « sauver » les valeurs qui

avaient si bien servi dans le passé, de réagir face à la perte de repères ; d'une certaine manière il fallait arrêter le temps en préservant le passé pour les générations futures.

Patrimoine et identité

Objet à la fois signifiant et signifié, tout patrimoine renvoie à une société qui l'a sémiologisé, dans un contexte daté et pour des besoins propres, ou qui se l'est réapproprié à un autre moment pour d'autres intérêts. Le fait patrimonial éclaire alors les constructions idéelles et les mécanismes idéologiques en acte à un moment de l'histoire d'une société. Identifier, nommer, catégoriser et donner de la valeur sont des faits aux logiques complexes, fruits de choix d'individus ou de groupes. Appliquée au patrimoine, cela pose d'emblée une série de problèmes : tout objet ancien n'est pas systématiquement patrimonialisé, ni patrimonialisable. Par contre, donner du sens au passé pour construire le futur est souvent perçu comme une nécessité. Il convient donc de scruter les enjeux qui ont poussé certains acteurs sociaux à vouloir, d'une part, protéger des objets jugés dignes de l'être et sélectionnés en vue de leur transmission aux générations futures, et d'autre part, à rejeter d'autres. Ces choix interpellent d'autant plus que le sens donné aux objets au moment de leur adoption patrimoniale peut souvent s'écarter de celui qui serait perçu par les destinataires quelque temps plus tard, dans des contextes nécessairement différents. L'examen même de ces objets, leur appréciation et leur possible appropriation en dehors du contexte d'origine posent également problème, tout comme leur réutilisation, leur transformation ou leur remise en circonstances par des interlocuteurs d'un autre temps, et donc dans un contexte culturel et politique différent. Enfin, au prisme idéologique, patrimonialisation et sphère politique s'interpénètrent nécessairement, au point d'être consubstantielles dans la construction de groupes, voire d'une Nation.

Une association libanaise, APSAD², fondée au début des années 1960, permettra de saisir les logiques complexes qui traversaient à la fois son groupe fondateur, ses sympathisants et la société beyrouthine et libanaise préoccupée de la protection et la valorisation des bâtiments et des contextes urbains libanais jugés exceptionnels par leur valeur esthétique ou historique. La page d'entrée du site internet de l'association exprime d'emblée sa perception du processus de construction de la mémoire : « Nous n'héritons pas la terre de nos parents, nous l'empruntons à nos enfants ». L'association se positionne donc comme un gestionnaire des richesses du passé, qu'il faut léguer au futur. C'est justement l'analyse de ce « passé » qui permet de saisir les enjeux derrière son action dans la société.

Ses membres fondateurs et ses adhérents étaient pour la plupart originaires des quartiers historiques de Beyrouth. Ils avaient suivi leurs études dans « les meilleures écoles », souvent fondées par des missionnaires occidentaux. L'association polarisait ainsi avocats, architectes et banquiers de renom, aristocrates, intellectuels, rentiers, journalistes et cadres professionnels en quête de visibilité sociale et de légitimité politique : en quelques mots, l'élite économique et culturelle de la ville.

Nous pouvons penser que la série de bouleversements politiques, économiques et sociaux décrits plus haut étaient alors à l'origine du retranchement, par des éléments de cette bourgeoisie, derrière des valeurs « sûres », proches du nationalisme bon

² Association pour la protection des sites et anciennes demeures. <http://www.apsad.org/index.html>

teint. Ainsi, c'est un Liban édénique qui est proposé, un pays hors du temps, peuplé d'hommes foncièrement bons, traversés par des sentiments d'accueil et de tolérance, ouverts sur le monde et réceptifs au progrès et à la modernité. Le cadre de vie aurait été l'expression d'une harmonie unique trouvée entre la montagne, la mer et le désert, entre le travail de la terre et la relation au divin, un lieu de consensus pour les trois religions monothéistes. C'est donc l'exact contraire de la réalité du terrain actuel.

Au-delà des paysages, il restait à trouver des objets matérialisant ce carrefour d'idées et d'hommes unique au Proche-Orient. Pratiquement depuis les premiers moments de son existence, l'APSAD a focalisé son attention sur les constructions remarquables au plan architectural des XVIII^e et XIX^e siècles. Avec les palais des Émirats de la montagne, c'est surtout la « maison aux trois arcs » (ou maison « libanaise ») qui a été au cœur des préoccupations de protection. La maison, mais également d'autres formes plus tardives, matérialiserait cette harmonie entre ses cadres physique, humain, culturel et économique. Par l'invention (ou la réinterprétation) d'une histoire nationale toute particulière, une boucle fermée de rétroaction est alors mise en place : cette histoire justifie la protection des objets, qui seront les preuves matérielles de cette version particulière de l'histoire nationale, postulée comme « vraie ».

La « maison aux trois arcs » est au cœur de cette démonstration. Rappelons ici que c'est dans la ville de Beyrouth que la bourgeoisie locale a expérimenté, tout le long du XIX^e siècle finissant, des formes habitantes originales et des matériaux nouveaux. Elle les importait d'ailleurs en usant de sa position d'intermédiaire obligé entre l'Europe (puis l'Amérique du Nord) industrialisée et le Levant. Participant de plain-pied à la *Nahda* arabe, cette même bourgeoisie était familière avec les courants de pensée hygiénistes et les principes de la planification amenés d'Europe, d'Istanbul et de l'Égypte et qu'elle a su spontanément recycler, adaptant son habitat aux nouveautés architecturales importées, commanditant même des variantes originales ou recrutant les architectes étrangers en vue. Cette hybridation répondait à la demande d'une partie de la société urbaine — souvent la plus nantie — alors en pleine mutation. Elle était sensible aussi bien aux innovations techniques, aux modes et aux goûts de l'Europe et des grandes villes de l'Empire ottoman qu'à leurs idées, idéologies et positions.

Le positivisme et son corollaire, le modernisme du XIX^e siècle, s'étaient alors tout naturellement ancrés dans les esprits de cette classe privilégiée qui avait les moyens de financer toutes sortes de créativité et de se doter, entre autres, d'habitations imposantes. C'est également grâce à cette grande bourgeoisie, par ses réseaux, ses investissements et sa philanthropie, que la ville s'est dotée d'infrastructures à l'échelle de la ville toute entière : électricité, gaz, eau courante, écoles, hôpitaux, asiles de vieillards, orphelinats... Grâce à ces grandes familles patriciennes, la ville entière s'est muée d'une petite bourgade provinciale en capitale régionale, d'un centre secondaire à la capitale d'une *wilaya*. C'est à Beyrouth que des universités occidentales ont choisi de s'installer, que la modernité ottomane s'est exprimée pleinement et que la *Nahda* a pu rayonner. Sous le Mandat français, c'est toujours Beyrouth et sa bourgeoisie qui ont été reconnues comme vecteurs incontournables pour la modernité.

Il ne faut alors pas s'étonner que c'est dans ce même groupe, la grande bourgeoisie beyrouthine, que les premières manifestations de la pensée patrimoniale ont émergé durant les premières années de l'Indépendance.

Patrimonialiser l'objet qui exprimait l'identité de la bourgeoisie — la « maison aux trois arcs » — exprimait bien la réaction de cette catégorie cultivée, très occidentalisée et aisée face à l'érosion des repères de « sa » ville et de « son » monde, comme nous l'avons montré plus haut. Déstabilisée par la construction nationale qui n'allait pas dans son sens — d'autres acteurs, souvent issus de la périphérie nationale décidaient à sa place selon des enjeux très localistes — et par un monde urbain sur lequel elle n'avait plus prise, la bourgeoisie locale a ainsi construit une centralité mythifiée pour elle et pour le petit pays où elle s'était repliée. « Peu importe que cette réinvention de l'Histoire soit imaginée ou fantasmée : elle produit des effets de réalité, elle s'impose comme la réalité »³.

Ainsi, la bourgeoisie et les autres associations qui étaient nées entre-temps, projetaient des objets familiers sur la ville et leur son histoire, et par un changement d'échelle surprenant, sur l'histoire de tout le Liban. La boucle étant bouclée, la « maison libanaise » méritait dès lors toute attention : à travers elle, on se protégeait et on protégeait le Liban et son identité séculaire. Inversement, détruire la maison, c'était détruire le Liban d'antan et se résigner à accepter que d'autres agents — surtout des étrangers — y avaient pris plus solidement pieds que soi.

La guerre libanaise (1975-1990) a évidemment mis un terme à toute réflexion et action patrimoniale durant plus de vingt ans. Signalons simplement que des villages entiers, des quartiers, ou des monuments ont été détruits, souvent au nom « de la protection » d'une identité particulière (le plus souvent confessionnelle) et donc de l'éradication physique de l'Autre. C'est également dans ces moments de confusion extrême que des sites naturels ont été saccagés, que l'urbanisation s'est brusquement accélérée dans les régions de repli des réfugiés internes. C'est dans ces espaces que la spéculation a été le moteur principal des économies locales : la question de la nécessité de la sauvegarde d'anciens bâtiments pouvait alors paraître saugrenue. La sauvegarde n'était de toutes les façons pas rentable en ce moment de l'histoire.

C'est en 1996, et donc cinq ans après la fin officielle de la guerre, que la première mention officielle est faite à la qualification patrimoniale de la « maison aux trois arcs » par le ministère de la Culture, par l'interdiction de démolir 900 habitations beyrouthines jugées emblématiques⁴.

Plusieurs problèmes se posent autour de ce choix : alors que, pour l'histoire officielle, le pays est une construction politique qui renvoie au Mont Liban des XVIIe et XVIIIe siècles comme noyau historique de la Nation, et bien que l'architecture monumentale de cette région n'est pas du tout dénudée d'intérêt, ce ne sont pas les palais et les nombreuses demeures aristocratiques de la montagne, ni même l'architecture rurale ordinaire, qui retiennent l'attention des autorités publiques pour servir d'archétypes à l'architecture domestique nationale ; c'est plutôt un bâtiment urbain, né

³ Otayek, R. 2000. *Identité et démocratie dans un monde global*, Paris, Presses de Sciences Po., Collection Académique, 228 p.

⁴ Ces 900 habitations ont été sélectionnées à la suite d'un inventaire financé par le ministère de la Culture et établi par l'APSAD à cet effet. Mais suite à une autre enquête menée par la société Khatib & Alami, cette sélection fut vite amputée de quelques centaines de maisons, suite aux pressions de quelques ayants droits influents.

tardivement à Beyrouth qui est imposé. On aurait pu s'attendre à l'instrumentalisation d'un objet architectural plus « libanais », moins marqué par des influences externes (ottomanes, turques, syriennes, occidentales) qui aurait servi, aux yeux du pouvoir et des partis politiques, à consolider l'identité nationale *post bellum* autour, par exemple, de la Montagne, présentée comme le noyau originel de la libanité. Cette appropriation d'un modèle récent exogène — non issu du cœur historique de la Nation — et à l'exclusion de tout autre pour la construction identitaire n'est peut-être pas originale, mais par rapport à la ferveur du discours idéologique national des années 1990, elle surprend.

C'est dire que l'État, suite aux mouvements associatifs, a patrimonialisé un bâtiment syncrétique de l'époque ottomane, celle-là même qu'il a toujours dénigré pour asseoir la légitimité de sa construction politique des années de l'Indépendance. Elle reprenait à son compte ce que d'autres avaient proposé depuis une quarantaine d'années : à travers des opérettes, des affiches touristiques, de timbres et des manuels scolaires, cette construction était péremptoirement présentée comme exclusivement « libanaise ». Elle avait été utilisée dans de nombreuses icônes nationalistes qui renvoyaient aux solidarités familiales de la vie rurale d'antan, aux paysages purement « libanais », aux dimensions « authentiques » des Libanais, aux cadres familiaux « traditionnels ». Alors que c'était l'archétype d'une construction urbaine d'une grande ville ottomane très métissée !

La dimension symbolique du patrimoine

Les écrits consacrés à la production de ce patrimoine domestique sont plus révélateurs des visions idéologiques de leurs auteurs que de la morphologie et des usages historiques des objets. Il est clair par exemple que l'Histoire a été instrumentalisée de manière à « prouver » que la maison libanaise s'est forgée dès la nuit des temps (des références bibliques venant, au passage, étayer cette démonstration, sinon des références à l'architecture phénicienne) et qu'elle aurait par la suite absorbé une série d'influences, plus précisément occidentales, avant de donner la « maison à hall central » ou la « maison aux trois arcs » spécifique au territoire national très précisément délimité. Le tri sélectif opéré écartait sans explication les périodes « gênantes » ou politiquement peu correctes, c'est-à-dire, les influences arabes, byzantines, mameloukes ou ottomanes, traduisant par là les conflits identitaires sous jacentes qui traversaient la société libanaise des années 1960 et 1970. Ainsi, au nassérisme arabisant prônant l'unité des Arabes et la suppression des frontières issues de la colonisation, la bourgeoisie francophone de Beyrouth s'est souvent volontiers alignée sur le discours nationaliste d'un Liban éternel, aux origines phéniciennes et ouvert sur l'Occident grâce à la Méditerranée, forgeant « naturellement » une identité distincte de celle du Moyen Orient arabe, plus continentale et donc plus nomade. Une autre « preuve » est donnée par l'affirmation que les trois arcs seraient issus d'un apport vénitien. Les façades de palais donnant sur le Grand canal sont mises en parallèle avec les arcs à verrières de la maison « libanaise », pour démontrer que leur origine réside dans les contacts entre le Liban et la République vénitienne des XIV et XVI^e siècles. Mais on passait évidemment sous silence le fait que les trois arcs étaient consubstantiels d'un objet très tardif datant de la moitié du XIX^e siècle, ou que l'arc brisé servant de modèle était arabe ou perse.

La maison « libanaise » exprimerait alors, pour ses adulateurs, une fusion d'influences : sa structure fondamentale cananéenne (ou phénicienne) associée à une beauté toute occidentale. Dans cette maison, l'Orient (mais pas l'arabité ni l'islam) rencontre la Méditerranée occidentale à travers l'influence de villes remarquables (Venise la catholique, la Florence des Médicis) aux histoires commerciales et politiques très riches. Le commerce occidental rencontre la propension des Libanais à traverser les mers et à commercer : la rencontre ne pouvait que donner un objet remarquable. Cette géographie à sens unique permet aux idéologues d'affirmer une fois de plus, à une autre échelle, que la « maison aux trois arcs » matérialise même l'archétype du Liban : ni arabe, ni franchement occidental, mais une mosaïque unique, une coexistence de cultures spécifique, une fusion d'identités, un modèle à suivre pour le reste du Proche-Orient. Arguments possiblement « vrais », sinon sujets par ailleurs à débat, mais reposant quand même sur un socle historique imaginé ou anachronique, et appartenant à un cadre qui, de toutes les manières, n'était pas spécifique au Liban, mais bien à tous les pays actuels qui constituent le Levant.

Patrimoine et temps futurs

Si nous admettons l'hypothèse que le patrimoine libanais a une fonction sémiologisante dans une histoire particulière inventée pour les besoins d'un groupe en perte de repères, nous pouvons légitimement nous interroger sur ses possibles expressions futures.

Une première direction découlerait d'un constat : le désengagement total de l'État libanais de toute velléité d'organiser ou d'aménager le territoire confirmerait que l'espace national n'a qu'une seule valeur, la marchande. Le patrimoine (bâtiments, paysages, littoral, culture...) ne se conçoit alors que comme une source possible de profits. Patrimonialiser, c'est donc investir. Il est alors probable que dans le court terme, une vague de patrimonialisation s'étendra sur tous les espaces jugés stratégiques par les investisseurs : les centres-villes, les cœurs de villages, là, justement où il y a de « vieilles maisons » à réhabiliter pour des besoins ludiques. Cependant, cette patrimonialisation du bâtiment ne durera que dans la mesure où les retours d'investissements seront supérieurs aux bénéfices produits par la construction d'un bâtiment nouveau à la place de l'ancien.

Le rôle des activités ludiques dans ce processus est donc central. Tant qu'il y aura une classe de jeunes, aisés, friands de nouveaux cadres, les « vieilles maisons » réhabilitées, transformés en restaurants, en boîtes de nuit, en bars et autres pubs, la survie de ces édifices sera garantie. Le tourisme arabe, en attendant un hypothétique et peu probable tourisme international, pourrait rentabiliser certains investissements, comme c'est le cas actuellement dans le centre-ville de Beyrouth, entièrement converti en centralité ludique. Cependant, les risques à long terme se mesurent à l'aune des tensions du Proche-Orient, par un jeu d'échelles emboîtées. À l'opposé, un excès d'optimisme et un pari sur de nouveaux rôles à donner aux centres-villes pourraient être tout aussi fatals pour le patrimoine. Ainsi, le même centre-ville de Beyrouth a fait les frais des mauvais calculs stratégiques des décideurs de Solidere, pour avoir jugé non rentable le parc immobilier qui avait survécu à la guerre, mais qui s'est avéré par la suite d'une grande valeur patrimoniale (c'est à dire rentable au plan de l'exploitation économique).

Une deuxième direction pourrait être celle d'une appropriation, par la petite et moyenne bourgeoisie, du concept même du patrimoine. Il est indiscutable qu'à la suite des destructions massives de la guerre libanaise, toutes les couches de la population sont sensibles à l'importance du patrimoine, sous toutes ses formes. Expositions, opérations de sauvegarde, réhabilitations, publications, actions d'associations, ne se comptent plus. Nous pouvons supposer que ces actions vont continuer dans le temps, car la société libanaise n'est pas indifférente aux idées centrales du postmodernisme. Bien au-delà de la recherche d'une rentabilité, nous pouvons penser que le patrimoine, sous toutes ses formes, sera présent dans la vie de l'homme ordinaire libanais, car il ne peut plus concevoir le futur sans l'apport du passé.

Une troisième direction pourrait être celle, actuellement initiée par la nouvelle grande bourgeoisie issue de la guerre : soucieuse de se démarquer de la « banalité » urbaine elle investit dans les bâtiments plus anciens. La « maison aux trois arcs », les bâtiments du Mandat, souvent de très grande qualité structurale et architecturale, sont prisés comme résidences principales. La réussite économique et l'insertion dans la ville seraient alors signifiées par une installation dans une maison patricienne. Le patrimoine transiterait donc par des formes de visibilité de la réussite d'une nouvelle catégorie sociale.

Enfin une dernière piste semble se dessiner autour d'une tentative des institutions de l'État à asseoir une légitimité souvent absente sinon incomprise ou contestée. La pérennité des États arabes du Proche Orient semble être partout remise en question ; on peut supposer que l'État libanais fera tout pour crédibiliser son existence auprès de ses citoyens. L'État libanais pourrait, par des actions fortement médiatisées, s'impliquer dans des actions de défense du patrimoine — à travers l'UNESCO ou des ONG actifs dans ce domaine par exemple. Le patrimoine est en effet un des outils préférés du nationalisme, un exutoire performant pour cristalliser les identités ; nous pouvons alors penser qu'il sera fortement instrumentalisé. À défaut d'action étatique, les groupes confessionnels ou ethniques prendront aisément le relais, avec toutes les dérives que cela entraînera.

Si ces hypothèses se réalisent, on ne pourra que conclure que certaines formes du patrimoine local ont de beaux jours devant eux. Mais il reste que l'essentiel du parc a déjà été détruit, et l'œuvre de destruction continue quotidiennement.

Conclusion

Il va sans dire que dans un environnement caractérisé par un déficit d'idéologies ou de débat sociétal, se positionner sur un objet « patrimonial » garantissait une visibilité sociale. Ainsi, il a souvent été noté que des personnes démolissaient allègrement des bâtiments anciens pour les remplacer par des *buildings* symboles de modernité et garants de plus-values, pendant que ces mêmes personnes militaient pour la protection de ces objets, au nom de la protection de l'identité nationale et du particularisme libanais. Pour d'autres, la patrimonialisation de cet objet a pu renvoyer à un effet de mode : s'inquiéter du sort des « vieilles maisons » étant devenu un *must* mondain pour une partie de l'élite contemporaine en phase avec les angoisses post-modernes.

Il est toutefois remarquable que pour la bourgeoisie beyrouthine, la « maison aux trois arcs », en tant qu'objet patrimonial, a bien rempli un rôle à la fois de symbole de référence et de symbole de fixation. Sa patrimonialisation découle en même temps de sa conception du monde, située historiquement, et de la perspective sous laquelle elle se représente les valeurs, les normes et les fins qu'elle s'est posées. Construction idéologique donc, le patrimoine s'inscrit dans un double mouvement de construction identitaire : celui de l'identité bourgeoise beyrouthine en recomposition continue et, plus largement, celui, plus hésitant, de l'identité nationale libanaise, sans cependant totalement nier sa valeur marchande.

Objet de débats, d'écrits et d'actions sur le terrain, le patrimoine alimente maintenant les passions, matérialisant l'exacerbation des sentiments dont elles sont issues. Elle est recyclée dans de nouvelles compositions architecturales et urbaines ; elle fait l'objet de discussions savantes et de prises de position ; elle est étudiée dans les facultés d'architecture ; des inventaires sont commandés par le ministère de la Culture ; de nombreux ouvrages lui sont maintenant consacrés. En parallèle, la bourgeoisie nouvelle issue de la guerre se plaît à reprendre maladroitement des éléments de la « maison aux trois arcs » dans les palais, les buildings et les villas qu'elle se construit, tant à Beyrouth qu'en périphérie des villes ou des petits bourgs. Ces pastiches s'affichent aussi bien comme l'expression de son identité urbaine et nationale que de sa réussite. On souhaite vivre au Liban, dans une maison « libanaise » pour prouver sa libanité. Consécration suprême, Solidere, la compagnie privée chargée de la reconstruction du centre-ville de Beyrouth, recycle à son tour des éléments de cette maison « libanaise », postulée patrimoniale dans des projets d'aménagement, tels que *Saifi village*. Le but est de souligner la composante « libanaise » de la ville cosmopolite qui renaît de ses cendres, tout en se refaisant une virginité pour innocenter le totalitarisme de la *tabula rasa* qu'elle a mené dans le centre historique.

Dans d'autres pays du Proche-Orient, on observe que la même maison « aux trois arcs » participe également à un mouvement plus large de patrimonialisation d'objets architecturaux ou urbains, bien qu'elle n'ait pas été aussi directement instrumentalisée pour les besoins des constructions nationales. De fait, chaque pays s'est construit une identité particulière autour d'autres objets. Ainsi, en dépit du fait que dans les villes côtières de Haifa, Yaffa, ou Akka, on retrouve de nombreux exemples de la « maison aux trois arcs », la maison palestinienne « authentique » n'est pas celle-là. L'archétype avancé est un modèle qui renvoie aux cultures et modes de vie de l'avant-sionisme et de l'avant-Mandat britannique. La « vraie » maison palestinienne ne pouvait être un objet produit par des acteurs venus d'ailleurs que de l'espace palestinien d'aujourd'hui. Beyrouth, la capitale de la *wilayat* ottomane qui englobait une partie significative de la Palestine, ne pouvait être le berceau d'un objet instrumentalisé pour asseoir une identité opposée au sionisme. Bien entendu, pour les Israéliens également, cette maison ne pouvait participer à la consolidation de leurs propres mythes fondateurs.

En Syrie, c'est la maison damasquine qui est avancée comme l'archétype national, le *dâr* arabe, héritière d'une évolution millénaire qui culmina durant la période ottomane avec des exemples au style baroque. La maison « libanaise » n'est cependant ni ignorée, ni rejetée : la *bayt bayrouti* est simplement perçue comme une des nombreuses formes ayant contribué à la riche variété morphologique des habitats syriens, autant d'images de la diversité géographique et culturelle affirmée de ce pays.

Alors bien plus qu'un simple objet, dont le seul intérêt résiderait dans l'analyse architecturale de la forme ou des fonctions, le patrimoine offre une entrée inégalable pour saisir à la fois la société et ses acteurs. Que la bourgeoisie beyrouthine s'invente une histoire mythique plus « vraie » que la réalité et que ce désir d'histoire soit intégré par la suite sans réticences à la mémoire nationale collective, est sans importance ; il faut retenir qu'elle a instrumentalisé le discours patrimonial. Et qu'elle a été suivie sans hésitation par les autres couches de la société.

Janvier 2005.